

4<sup>èmes</sup>

États  
Généraux  
de l'AUTORITÉ  
des NORMES  
COMPTABLES

14 et 15 novembre 2013

# 4èmes Etats Généraux de l'Autorité des Normes Comptables

## L'information non financière

*Paris, 14 & 15 novembre 2013*

4<sup>èmes</sup>

États  
Généraux  
= l'AUTORITÉ  
DES NORMES  
COMPTABLES

14 et 15 novembre 2013

# Introduction

**Jérôme HAAS**

*Président de l'Autorité des Normes Comptables*

# L'offre :

## Projets, produits et textes

**Pierre-Jean Dupic**  
*Chef de projet à l'ANC*

4<sup>èmes</sup>

États  
Généraux  
de l'AUTORITÉ  
des NORMES  
COMPTABLES

14 et 15 novembre 2013



## *L'information non financière* *L'offre : **projets**, produits et textes*

*4èmes Etats Généraux de l'Autorité des Normes  
Comptables,  
Paris, 14 - 15 novembre 2013*

# Les projets

---

## ■ Contexte historique :

- **Les précurseurs** : Développement d'un courant de pensée et de pratiques tendant à développer la responsabilité sociale et environnementale des entreprises.
  - Principes directeurs de l'OCDE (1976)
  - Déclaration tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale (OIT – 1977)
  - Pacte Mondial des Nations Unies (Global Compact) (2000)
  
- **Au fil des années** : Etoffement (conditions du développement durable, éthique d'entreprise, capital immatériel).
  - Groupe de réflexion présidé par Jacques Attali « Pour une économie positive ». Synthèse : restaurer la priorité au long terme
  - Cécile Renouard : Ethique d'entreprise
- **Depuis quelques années** : concrétisation d'initiatives de **conception de systèmes d'information non financière.**

---

*L'information non financière*  
*L'offre : projets, **produits** et textes*

*4èmes Etats Généraux de l'Autorité des Normes  
Comptables,  
Paris, 14 - 15 novembre 2013*

# Les produits

---

## ■ GRI « Global Reporting Initiative »

- **Fondateurs** : CERES (*Coalition for Environmental Responsible Economies*) avec le soutien du programme des nations Unies pour le Développement. Créé en 1997.
- **Vision** : Une économie mondiale durable où les entreprises :
- Gèrent de manière responsable la performance et les impacts en matière économique, environnementale, sociale et de gouvernance
- Et communiquent de manière transparente
- **Mission** : Développer une norme pratique de reporting durable.

# Les produits

---

## ■ GRI « Global Reporting Initiative »

### ➤ **Reporting durable :**

- Rapport sur les impacts **économiques, environnementaux et sociaux** de l'activité de l'entreprise
- Présente :
  - Valeurs de l'entreprise et son modèle de gouvernance
  - Liens entre la stratégie de l'entreprise et son engagement envers un modèle de développement durable
- S'adresse à **toutes les parties prenantes de l'entreprise**
- Outil essentiel de **détermination et de management d'objectifs de développement durable** et vecteur du changement vers une économie mondiale durable
- **Outils :**
  - Cadre conceptuel (2000)
  - **Guide d'application avec indicateurs précis** (Version GRI4 publiée en mai 2013)



# Les produits

---

## ■ IIRC « International Integrated Reporting Council »

- **Fondateurs** : *The Prince's Accounting for Sustainability Project, GRI* – Créé en 2010
- **Mission** :
  - Création d'un cadre conceptuel de reporting intégré.
- **Reporting intégré** :
  - Communication du processus de création de valeur dans la durée (de préférence via un rapport intégré).
  - Communication concise sur le **lien entre la stratégie, la gouvernance et les projets, et la création de valeur à court, moyen et long terme.**
  - Est un vecteur de la « pensée intégrée », des prises de décision et des actions orientées sur la création de valeur dans la durée.
  - **Appréciation globale de la performance de l'entreprise**, principalement à **destination des investisseurs.**
- **Outils** :
  - Projet de cadre conceptuel (juin 2013).
  - Première version prévue en décembre 2013

# Les produits

---

## ■ SASB « Sustainability Accounting Standards Board » (USA)

- **Fondateurs** : *Initiative for Responsible Investment (IRI)* à *Harvard University* – Créé en 2011
- **Vision** :
  - Dans une économie globale toutes les formes de capital (financier, non financier) doivent être gérées.
  - Les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance, ont le potentiel d'affecter la création de valeur à long terme. Ont un impact sur la durabilité.
  - Un nouveau langage normatif est nécessaire pour mettre en relation les risques et opportunités non financières
  - Normes de reporting non financier = complément aux normes comptables.
- **Mission** :
  - Création de normes de reporting non financier (sociétés cotées)
  - Permettre la comparaison de la performance globale entre entreprises d'un même secteur.
- **Outils** :
  - Cadre conceptuel (octobre 2013)
  - Développement de normes par **secteurs d'activité** (groupes de travail sectoriels en exercice)

# Les produits

## ■ ISO 26000 (Novembre 2010) : La représentation de la responsabilité sociétale

### Responsabilité sociétale :

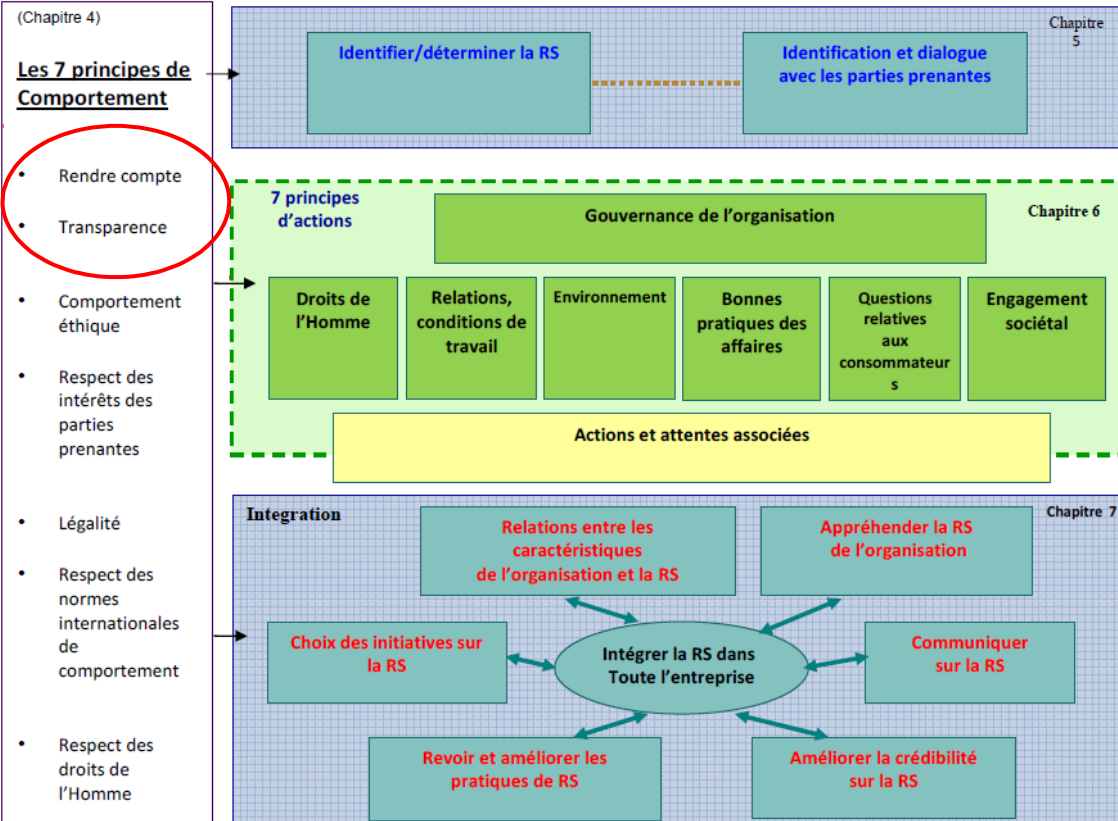
Responsabilité d'une organisation vis-à-vis des impacts [positifs et négatifs] de ses décisions et activités sur la société et l'environnement, au travers d'actions et d'un comportement transparent et éthique qui :

- contribuent au développement durable ;
- prennent en compte les attentes des parties prenantes ;
- respectent les lois en vigueur et les normes internationales de comportement ;
- sont intégrés dans l'ensemble de l'organisation et mis en œuvre dans ses relations avec les acteurs auprès desquels l'organisation a une capacité d'influence.



# ISO 26000

## Schéma bilan de l'ISO 26 000



---

*L'information non financière*  
*L'offre : projets, produits et **textes***

*4èmes Etats Généraux de l'Autorité des Normes  
Comptables,  
Paris, 14 - 15 novembre 2013*

# Les textes

---

- **Textes français (Loi NRE, Grenelle II)**
  - **Loi du 15 mai 2001 dite « NRE »** : Publication par les sociétés cotées de données « *sur la manière dont elles prennent en compte les conséquences sociales et environnementales de leur activité* »
  - **Art. 225 de la loi du 12 juillet 2010 dite « Grenelle II » et décret du 24 avril 2012** :
    - Champ d'application : sociétés cotées et grandes sociétés non cotées
    - Publication annuelle (rapport de gestion) selon une liste précise des informations sociales, environnementales, relatives aux engagements sociétaux en faveur du développement durable
    - Liste d'informations plus importante pour les sociétés cotées
    - Principe « appliquer ou expliquer »
    - Vérification des données par un organismes tiers indépendant (sociétés cotées)
- Une application en nette progression (rapport AMF de novembre 2013 sur l'information extra-financière des sociétés cotées)
  - Efforts importants accomplis par les sociétés françaises depuis le précédent rapport de l'AMF (2010)
  - Encore des progrès à accomplir pour faire le lien entre les informations non financières et les enjeux (stratégie) et les risques identifiés.

# Les textes

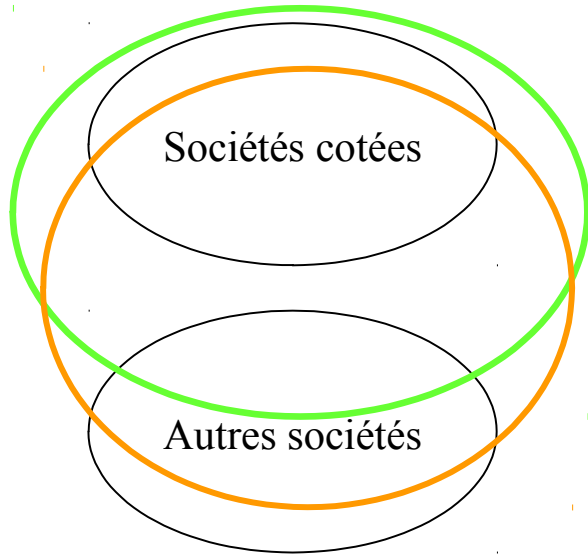
---

- **Union Européenne : Projet de Directive sur la publication d'informations non financières (16/04/2013)**
  - Champ d'application : grandes sociétés cotées et non cotées
  - Publication annuelle (rapport de gestion) des informations relatives aux questions sociales, environnementales, de personnel, respect des droits de l'homme et de lutte contre la corruption, notamment :
    - Description de la politique appliquée ;
    - Résultats de ces politiques ;
    - Risques liés et gestion des risques
  - Pas d'indicateurs précis, mais la société peut s'appuyer sur des cadres nationaux, de l'UE ou internationaux
  - Principe « appliquer ou expliquer »

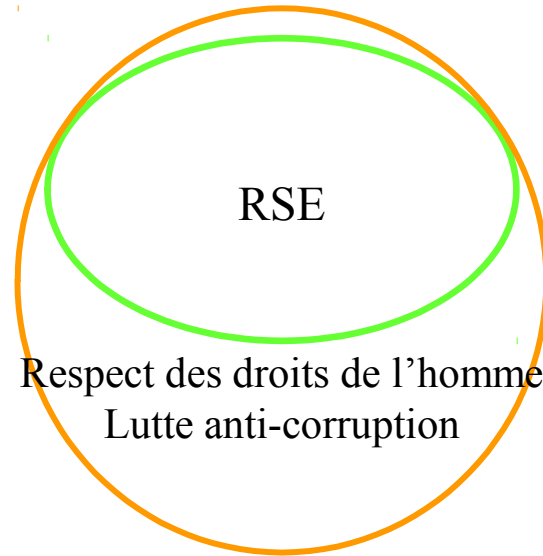
# Textes français et européen (Grenelle 2 vs projet de Directive)

---

Champ



Informations



Indicateurs  
précis

Une certaine  
latitude

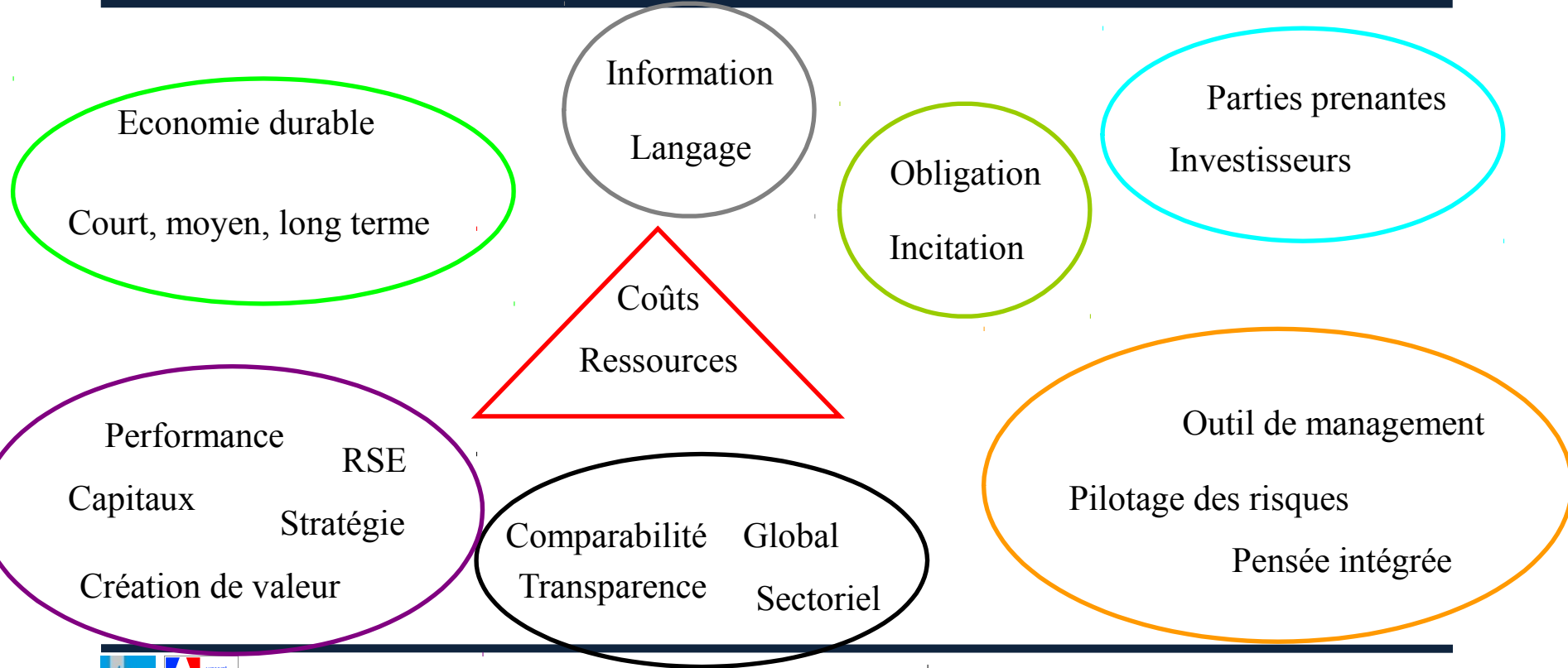


# Liens et lignes de partage

---

- Des liens évidents entre les projets et avec le monde comptable
  - Vision « Développement Durable »
  - Contrats de partenariats (IIRC/GRI, IIRC/IASB, GRI/IASB)
  - Similitude de lignes directrices (GRI/ISO 26000)
  
- Des dissemblances
  - Sur le fond : gouvernance (composition des Boards), vision de l'entreprise, matérialité, cibles
  - Dans les outils : Présence/absence d'indicateurs, global/sectoriel

# Mots clés



# L'offre :

## Projets, produits et textes

**Jean-Claude Dupuis**

*Docteur en sciences économiques, HDR en sciences de gestion,  
Délégué général de la Chaire responsabilité globale  
et capital immatériel à l'IAE de Paris*

**Françoise Quairel-Lanoizelée**

*Maître de conférences en sciences de gestion à l'université Paris-IX Dauphine et  
membre du Centre de recherche européen en finances et en gestion, CREFIGE*

**Nathalie Gonthier**

*Maître de conférences à l'IAE de Grenoble, Membre du CERAG*

**L'offre :**  
**Projets, produits et textes**

# Le reporting non financier et l'analyse des principaux référentiels

**Jean-Claude Dupuis**

*Docteur en sciences économiques, HDR en sciences de gestion,  
Délégué général de la Chaire responsabilité globale et capital immatériel à l'IAE de Paris*

**Françoise Quairel-Lanoizelée**

*Maître de conférences en sciences de gestion à l'université Paris-IX Dauphine,  
membre du Centre de recherche européen en finances et en gestion, CREFIGE*

# ***Le reporting non financier :*** **mise en perspective à partir de l'analyse des principaux référentiels**

- Le *reporting* non financier, un champ en tension
  - La plasticité du *reporting*
  - Les pôles du champ du *reporting*
  - Le modèle de comptabilité de l'« environnement » comme enjeu
  
- Les modèles sous-jacents aux référentiels de *reporting* non financier
- Le cadre d'analyse
  - Les trois conceptions de la matérialité
  - Comparaison GRI4 - <IR>
  
- Conclusion

# La plasticité du *reporting*. Que fait-il?

**Reporting  
DD/RSE**



Vision économique

Reddition

Gouvernance/ Efficience des  
marchés

**Reporting  
CI**



Y compris, que font les analystes financiers?  
*Information processors, imitators ou frame makers.*

## À destination de qui ?

➔ **Quel critère de matérialité?**

*Les informations importantes à prendre en compte sont  
fonction de l'utilisateur du reporting*

Les investisseurs financiers?

Le management/direction de l'entreprise ?

L'ensemble des parties prenantes?

# Le *reporting* non financier: un champ en tension

## Premier attracteur:

Développement Durable/  
Responsabilité Sociétale  
des Organisations

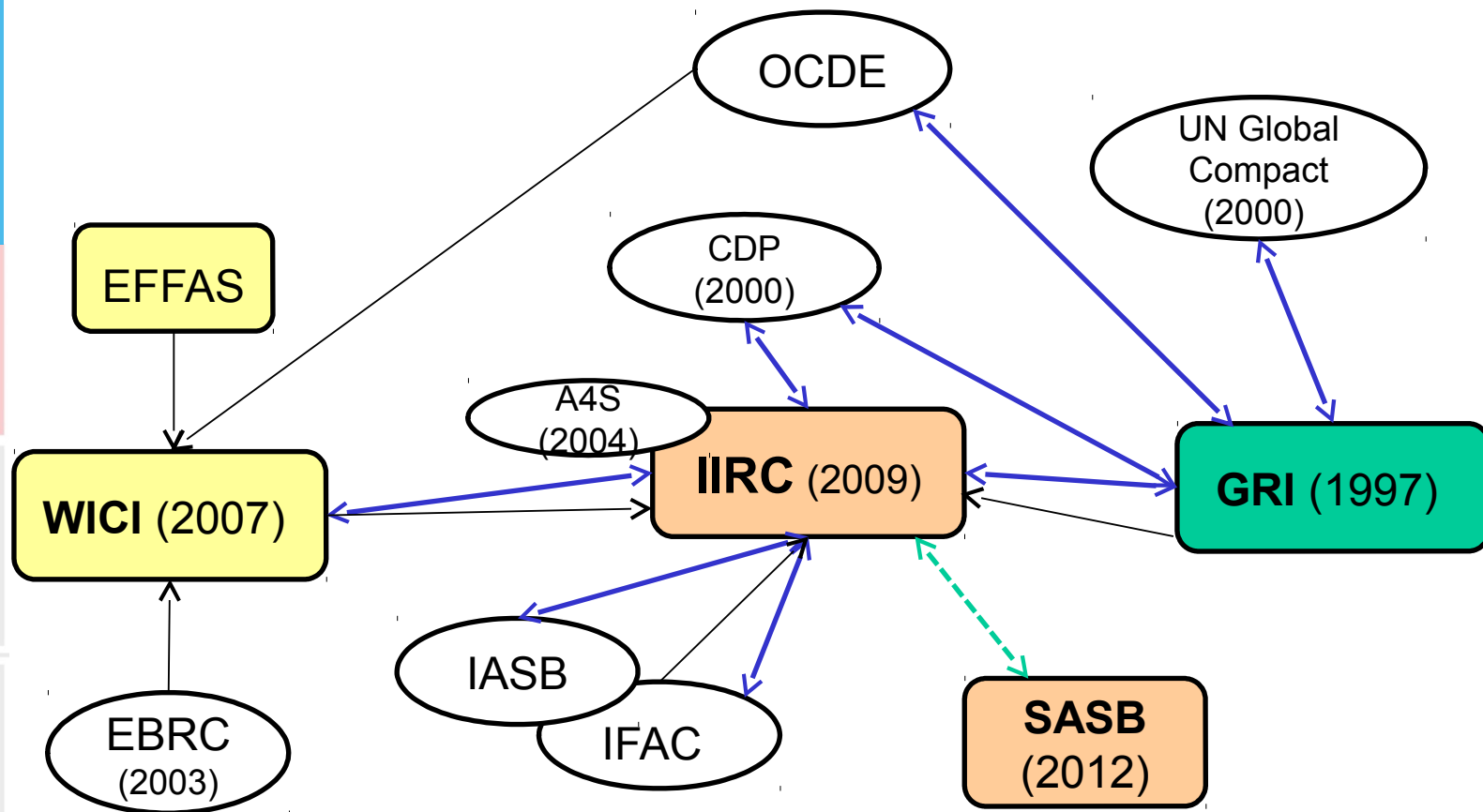
## Deuxième attracteur:

Capital Immatériel/  
Business Model



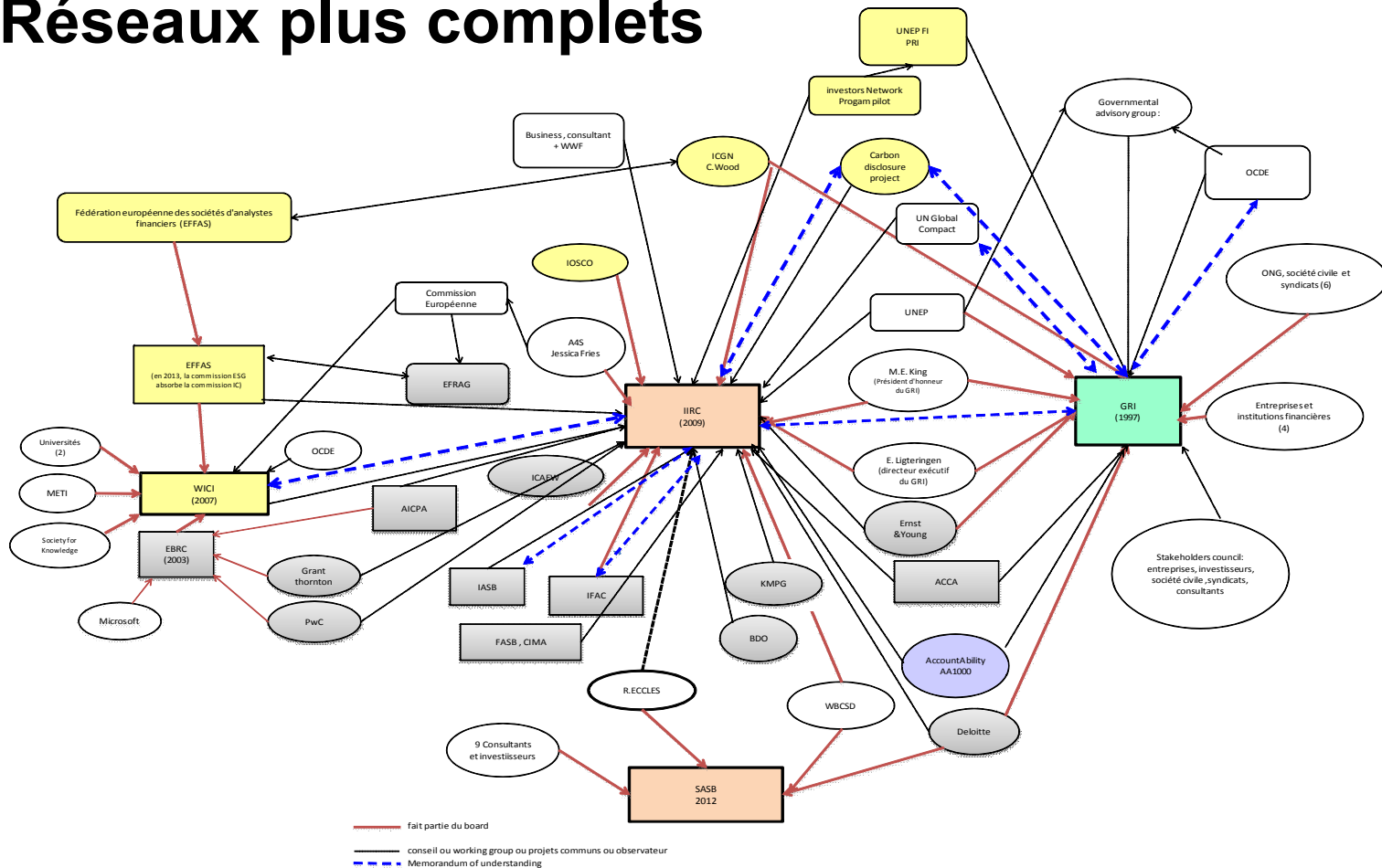
Comparer le *reporting* de type DD/RSE  
et celui de type CI



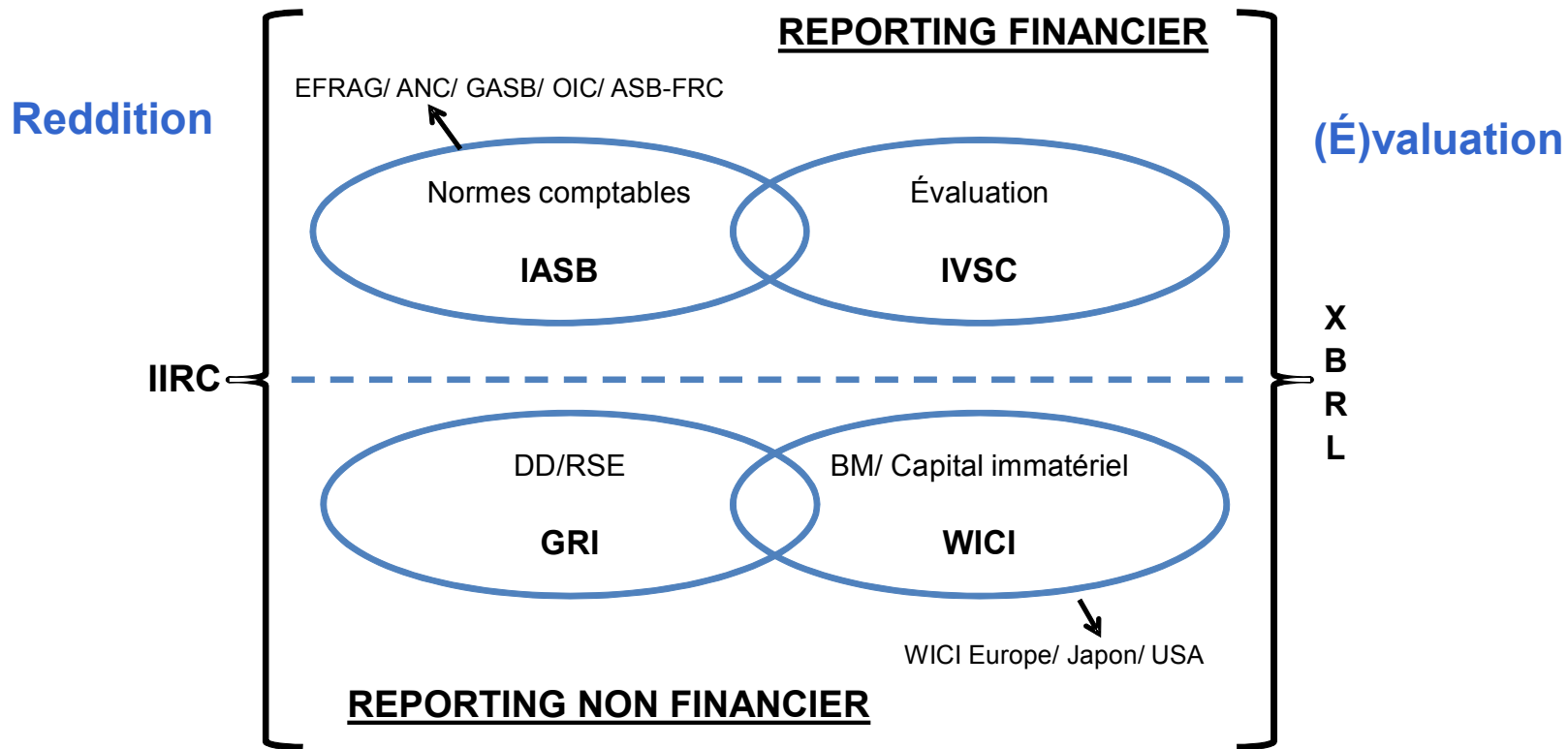


**Carte des réseaux du champ du *reporting* non financier**

# Réseaux plus complets

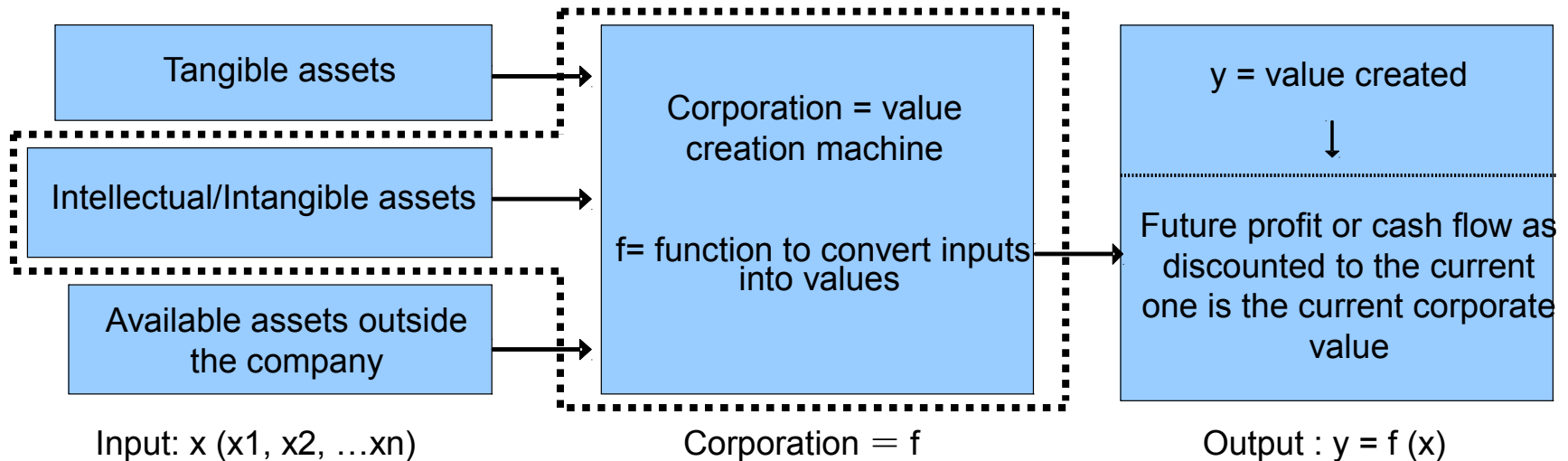


# LES PÔLES DU CHAMP DU *REPORTING*



# La vision à la commande du World Intellectual Capital Initiative (WICI)

*“Company is a value creation mechanism, which can be expressed in a metaphor of mathematical function.  
The part surrounded by dotted line is usually invisible”*

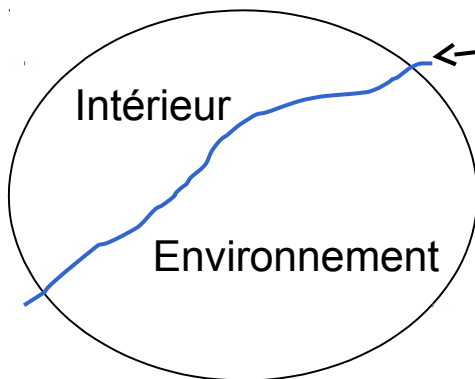


*“Not only IC itself ( $x$ ), but also the conversion mechanism ( $f$ ) to create value,  
is hidden away (black box).”*

## Enjeu: quel modèle de comptabilité « environnementale »?

L'environnement ne se réduit pas à l'environnement naturel.

C'est ce qui est **hors cadre, hors frontières comptables**. Il comprend par exemple l'environnement humain, le capital humain.



← Frontières substantielle (*scope*), spatiale (*boundary*)  
et temporelle (*time*)



*Une comptabilité pro DD cherche  
à élargir ces frontières.*

## Quel modèle de comptabilité « environnementale » ?

Le développement du *reporting* non financier participe de **tentatives de débordement/recadrage**.

Oui mais quel type de modèle de comptabilité « environnementale », ces tentatives dessinent-elles ?

## Les modèles sous-jacents aux référentiels de *reporting* non financiers

- Le sens de la relation: interne - externe
  - Entreprise  Parties prenantes/ DD (RSE)
  - Pression des parties prenantes et DD  Entreprise (stratégie)
- Le périmètre du *reporting* relatif aux domaines, aux entités intégrées, à l'horizon temporel
- Les domaines concernés et leur dynamique (*Business Model*)
- Les dispositifs d'évaluation et la substitution des capitaux
  - Qualitative ou quantitatives: indicateurs mais pas de substitution entre les capitaux
  - Monétarisation et choix de substituer ou pas les capitaux non financiers et financiers
- Les cibles du rapport et la matérialité : la priorisation basée sur les représentations des managers = producteurs de l'information diffusée

# Typologie des référentiels de *reporting*

Les cibles	Investisseurs	Parties prenantes
Informations financières (monétaires)	IASB (IFRS) FASB (US GAAP)	Certains indicateurs économiques de GRI (répartition de la VA) et de EFFAS (R&D)
Informations non financières	WICI SASB et <IR> EFFAS	GRI 4 Décret art.225 (loi Grenelle 2)



## À destination de qui ?

➔ **Quel critère de matérialité?**

*Les informations importantes diffuser sont  
fonction de l'utilisateur du reporting*

*La matérialité, c'est-à-dire l'importance relative des différentes informations  
s'apprécie en réponse aux questions :*

*C'est important pour qui ?*

*Par rapport à quels objectifs ?*

# Un seul mot : 3 conceptions

## GRI 4

*“The report should cover aspects that:  
Reflect the organization’s significant economic, environmental and social impacts;  
or Substantively influence the assessments and decisions of stakeholders  
Materiality for sustainability reporting is not limited only to those aspects that have a significant financial impact on the organization.”*  
(manual, p.11)

## IIRC

*“A matter is material if, in the view of senior management ..., it is of such relevance and importance that it could substantively influence the assessments of the primary intended report users (the providers of financial capital) with regard to the organization’s ability to create value over the short, medium and long term”. p.21*

## SASB

*“SASB follows the definition of materiality adopted by U.S. Securities laws and case law. According to the U.S. Supreme Court, information is material if there is “a substantial likelihood that the disclosure of the omitted fact would have been viewed by the reasonable investor as having significantly altered the ‘total mix’ of the information made available.” ” p.9*

## Analyse comparée GRI4 - &lt;IR&gt;

	GRI 4	<IR>
Vision	Impacts sur les PP	DD = Risques opportunités pour l'entreprise
Périmètre	Étendu aux impacts indirects	Périmètre de consolidation
Évaluation	Peu de monétarisation Indicateurs physiques en valeur absolue Règles de calcul précises Pas de compensation Importance du narratif	Aucun indicateur; renvoie aux indicateurs sectoriels des différents référentiels Compensation entre capital non financier et financier
Vision	Statique sur les performances réalisées	Centrée sur le <i>Business Model</i> et la stratégie (futur)
Cible du rapport = matérialité	Toutes les PP	Investisseurs et apporteurs de capital financier Hypothèse de convergence avec les PP
Mise en œuvre de la matérialité	Les managers mais dialogue avec les parties prenantes	<IR> informe les investisseurs sur les analyses des managers

# Conclusion

- Depuis quinze ans, le champ du *reporting* est marqué par une **intensification de l'innovation** poussée en grande partie par une logique de marché.
- **Champ non stabilisé et en tension.** Quel(s) objectif(s) pour le *reporting*?  
Rendre compte d'une performance historique élargie, évaluer la capacité de création de valeur de l'entreprise (avec focus sur BM, présent), communiquer sur la stratégie de l'entreprise (intention, futur)...ou une combinaison.
- La **vision pro investisseur semble l'emporter** avec modes d'évaluation tenant compte de la réalité des BM (incluant critères CI et PP). Volonté de (ré-)ancrer le financier dans l'économie (via BM élargi; tourner le regard vers l'économie).

**L'offre :**

**Projets, produits et textes**

# **Les motivations de la divulgation d'information par les entreprises : enseignements de la littérature**

**Nathalie Gonthier**

*Maître de conférences à l'IAE de Grenoble, Membre du CERAG*

Au nom du groupe de recherche de l'IAE de Grenoble

# *Les motivations de la divulgation d'information par les entreprises : enseignements de la littérature*

---

1. Approches classiques issues des théories contractuelles
2. Approches issues de théories socio-politiques
3. Synthèse et pistes de réflexion

# 1. Approche classique issue des théories contractuelles

---

Théorie néo-classique

Entreprise comme nœud de contrats. Conflits potentiels d'intérêts et asymétrie d'information => mécanismes d'équilibrage (coûts d'agence)

Théorie des coûts de transaction

Ajout de la notion de rationalité limitée et de comportements opportunistes => informer pour réduire le risque de sélection adverse

Théorie politico-contractuelle

Ajout de la théorie de la réglementation

- ⇒ Vision actionnariale et tournée vers une logique financière
- ⇒ Travaux de recherche sur le lien entre divulgation et : performance / coût des ressources / liquidités des titres. Résultats contrastés.
- ⇒ Au final, divulgation apparaît comme le résultat d'un arbitrage de type coûts/bénéfices

## 2. Approches issues de théories socio-politiques

---

### 1. Théorie des parties prenantes

D'une vision « shareholders » à une vision « stakeholders »

Appliquées surtout pour les informations liées à la RSE.  
Pertinence pour expliquer le volume d'informations sociétales publiées

### 2. Théories Néo-Institutionnelles (TNI)

Basée sur :

- théorie de la légitimité (légitimité institutionnelle)
- notion d'isomorphisme (notamment mimétique)

Appliquée surtout à diffusion d'informations liées à la RSE liée soit à la pression du public soit à une perte de légitimité.

⇒ Approches développées surtout dans le cadre de la RSE

⇒ Insertion de l'entité dans son environnement global prioritaire par rapport à l'objectif de création de valeur financière.



# Synthèse et pistes de réflexion

---

## ➤ Synthèse

- Foisonnement de travaux démontrant la pertinence de la question
- Elargissement progressif des destinataires et motivations envisagés
- D'une logique 'centrée sur la valeur' vers une logique 'centrée sur la transaction'

## ➤ Pistes de réflexion dans le débat sur la réglementation

- Eviter une vision cloisonnée pour privilégier une conception multi-dimensionnelle des destinataires et motivations de divulgation
- Questionner la pertinence de la réglementation v/s alignement mimétique des acteurs?
- Intégrer des facteurs de contingence comme :
  - les caractéristiques des entités, secteurs, périodes, ...?
- la nature des divulgations – notamment non financières - envisagées?

# La demande des acteurs économiques

**Philippe Audouin**

*Directeur administratif et financier, membre du directoire d'Eurazéo,  
Vice président de la CFCG*

**Marie-Pierre Peillon**

*Directrice de la recherche de Groupama Asset Management,  
Présidente de la Société française des analystes financiers - SFAF*

**Pascal Imbert**

*Président de Solucom, Président de MiddleNext*

# La demande des acteurs économiques

**Philippe Audouin**

*Directeur administratif et financier, membre du directoire d'Eurazéo,  
Vice président de la DFCG*

# Pour Eurazeo le reporting est complexe



# Le Grenelle, un outil de progrès ... chronophage

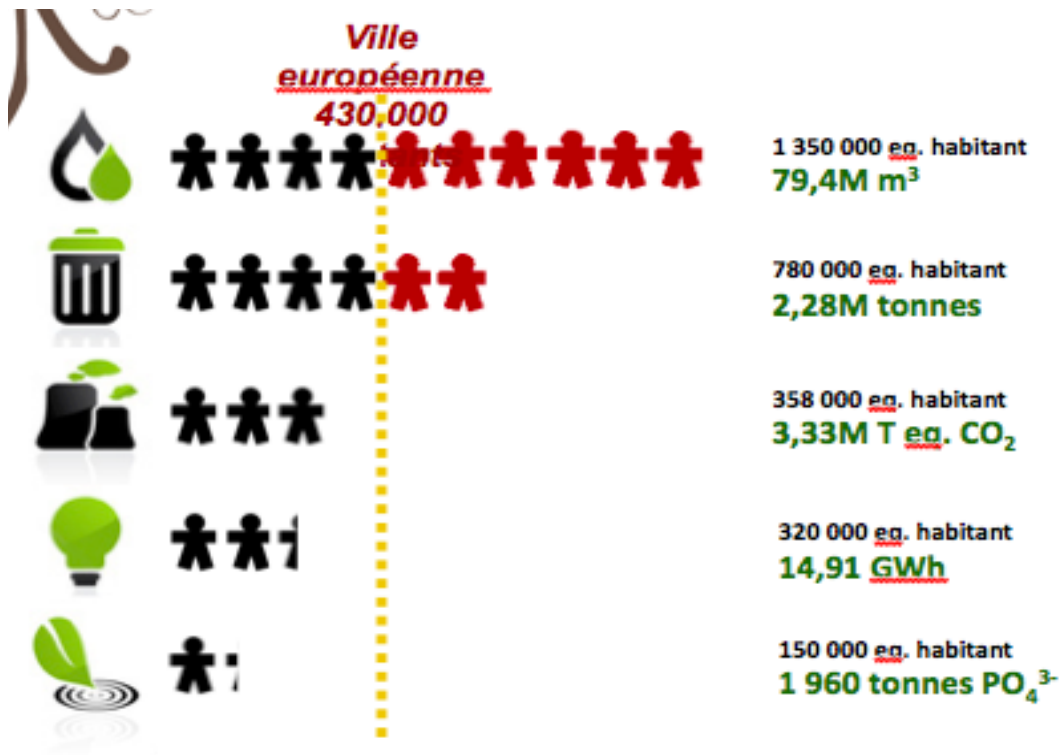
Social	Environnemental	Sociétal
<p>a) Emploi (effectifs par géographie et sexe, évolutions et rémunérations)</p> <p>b) Organisation (temps de travail et absentéisme)</p> <p>c) Relations sociales (dialogue social et accords collectifs)</p> <p>d) Santé Sécurité (conditions, accords collectifs)</p> <p>e) Formation (heures dispensées)</p> <p>f) Diversité (genre, handicap, discriminations)</p> <p>g) Conventions de l'OIT (liberté d'association, discriminations, travail forcé et travail des enfants)</p>		<p>a) Impact territorial (emploi, développement, populations)</p> <p>b) Parties prenantes (dialogue, mécénat)</p> <p>c) Fournisseurs (politique achat et importance sous-traitance)</p> <p>d) Loyauté (corruption, santé des consommateurs, droits de l'homme)</p>

16 thèmes, 42 informations,  
160 indicateurs

# **Le reporting doit évoluer en outil de pilotage**

**Spécialisation sectorielle  
&  
Benchmark**

# Le benchmark est indispensable pour donner du sens



# Face à la prolifération des référentiels, il faut donner une reconnaissance au Grenelle



FTSE4Good





# La demande des acteurs économiques



**Marie-Pierre Peillon**

*Directrice de la recherche de Groupama Asset Management,  
Présidente de la Société française des analystes financiers - SFAF*

# La demande des acteurs économiques

---

- Existe-t-il une demande des investisseurs ?
- Pourquoi un reporting non financier est utile?
- Quelles sont les attentes des investisseurs ?

# Existe-t-il une demande des investisseurs?

---

- Une réponse hétérogène :
  - Oui → Investisseurs « ISR », investisseurs intégrant analyse financière et ESG,
  - Non → pour un certain nombre, notamment investisseurs benchmarkés et CT,
  
- Une demande dispersée, multiple et encore limitée
  - Crainte de l'explosion de la taille des rapports annuels,
  - Témoin de la non-maturité du débat actuel.

# Pourquoi un reporting non financier est utile?

---

- Rappel sur les grands principes d'un reporting
  - Outil de travail des analystes,
  - Transparence et clarté de l'information disponible,
  - Globalité de l'information,
- Le constat: les états financiers ne permettent pas seuls de comprendre les enjeux de l'entreprise,
- L'évolution: nécessité d'intégrer des enjeux E S G
  - retour à l'analyse des fondamentaux de l'entreprise,
  - un bon indicateur de mesure des risques.

# Quelles sont les attentes des investisseurs?

---

- Une priorité
  - Travailler à l'harmonisation des données en fonction des spécificités sectorielles et géographiques,
  - Disposer d'indicateurs clés et d'un référentiel pour une comparabilité,
- Le but du reporting intégré
  - Un outil indispensable pour expliquer la création de valeur sur du MLT *et non une contrainte supplémentaire*,
  - Un seul rapport regroupant données financières et extra-financières *et non de multiples supports*:
    - Stratégie et business model,
    - Gouvernance : mode de management et instances de contrôle,
    - Interaction entre les différents capitaux employés.

# En résumé

---

- La qualification « non financier » est à repenser,
- Face à une information financière règlementée et normée, les informations « E S G » doivent se structurer:
  - autour de la sélection d'indicateurs clés pas secteur
  - de l'établissement d'un référentiel pour parler un langage commun,
- De nombreuses initiatives se multiplient (GRI, PRI, ISO, IIRC, Commission Européenne, gouvernements nationaux...)
  - Signe d'un enjeu capital pour les prochaines années,
  - Signe d'un changement de paradigme: un débat micro en lien avec le débat macro sur les nouvelles bases de la croissance économique,
  - Une affaire de tous : investisseurs, entreprises, auditeurs, régulateurs,
  - C'est une chance pour rétablir une confiance en l'avenir.

# La demande des acteurs économiques

**Pascal Imbert**

*Président de Solucom, Président de MiddleNext*

# 4<sup>èmes</sup> États Généraux de l'Autorité des Normes Comptables

*Paris, 14 & 15 novembre 2013*



# Pistes d'Avenir

**Dominique Ledouble**

*Expert-comptable, Président de CDL*

**Jacques Attali**

*Auteur du rapport « Pour une économie positive »*

**René Ricol**

**Jérôme Haas**

*Président de l'Autorité des Normes Comptables*

4<sup>èmes</sup>

États  
Généralux  
= l'AUTORITÉ  
des NORMES  
COMPTABLES

14 et 15 novembre 2013

# Pistes d'Avenir

**Vers une évaluation financière  
tenant compte des facteurs RSE**

**Dominique Ledouble**  
*Expert-comptable, Président de CDL*

## Vers une évaluation financière tenant compte des facteurs RSE

---

### □ Vers des rapports annuels intégrés ?

- De nombreuses forces poussent à la publication d'une information RSE
- Un nombre croissant d'émetteurs s'attache à respecter des critères extra financiers dans un objectif commercial ou financier
- Peut-on passer d'une information cumulée (financière+ extra-financière) à une information intégrée ? C'est le pari de l'IIRC

## Vers une évaluation financière tenant compte des facteurs RSE

---

- ❑ Comment intégrer l'information RSE dans le processus d'évaluation ?
  - L'information produite en interne doit être fiable et pertinente
  - Il faut « savoir s'en servir » alors qu'elle n'est pas toujours quantifiable ou « monétisable »
  - Gare à l'apparente objectivité des informations produites par des tiers (agences de notation, fournisseurs d'information)

## Vers une évaluation financière tenant compte des facteurs RSE

---

### □ Faire évaluer nos méthodes pour intégrer la dimension RSE

- Intégrer la dimension RSE dans l'analyse SWOT
- En tirer des conséquences sur l'actif net réévalué
- En intégrer les conséquences dans l'approche DCF
- Moduler l'approche comparative

4<sup>èmes</sup>

États  
Généraux  
de l'AUTORITÉ  
des NORMES  
COMPTABLES

14 et 15 novembre 2013

# Pistes d'Avenir

René Ricol

4<sup>èmes</sup>

États  
Généralux  
= l'AUTORITÉ  
des NORMES  
COMPTABLES

14 et 15 novembre 2013

# Pistes d'Avenir

Jacques Attali

*Auteur du rapport « Pour une économie positive »*

4<sup>èmes</sup>

États  
Généralux  
= l'AUTORITÉ  
des NORMES  
COMPTABLES

14 et 15 novembre 2013

# Pistes d'Avenir

**Dominique Ledouble**

*Expert-comptable, Président de CDL*

**René Ricol**

**Jérôme Haas**

*Président de l'Autorité des Normes Comptables*



4<sup>èmes</sup>

États  
Généraux  
de l'AUTORITÉ  
des NORMES  
COMPTABLES

14 et 15 novembre 2013

# Conclusion

**Jérôme HAAS**

*Président de l'Autorité des Normes Comptables*

# 4<sup>èmes</sup> États Généraux de l'Autorité des Normes Comptables

*Paris, 14 & 15 novembre 2013*